



L'Internationnaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Oui, le socialisme



est la solution à la crise capitaliste !



N°80 - Octobre 2008 - 2 Euros



Bolivie : Evo capitule devant l'extrême-droite

(Suite de la page 6)

reconnaissance des diplômes dans le code du travail et les conventions collectives. C'est là un phénomène très grave, parce qu'il mène une fois de plus à l'atomisation sociale, qui ne laissera aux jeunes travailleurs aucun espace pour défendre leurs droits.

Quelle solidarité ?

Dans l'axe ainsi nommé du projet présenté par M. Blanquer, deux volets s'avèrent inacceptables. D'abord, la police à l'école n'est plus une fiction : on affiche fièrement, en effet, la mise en œuvre de « conventions police-justice » au sein des établissements ; en dépit des apparences, ce n'est pas contradictoire avec le souhait de X. Darcos de ne plus exclure les élèves : la discipline n'est plus sous le contrôle collectif de l'ensemble de la communauté éducative, mais sous celui de la police. C'est une véritable criminalisation de la jeunesse qui se renforce. Avec les « partenariats extérieurs », c'est le tour des entreprises d'entrer à l'école – ou des élèves de venir à elles, par le « stage d'initiation en milieu professionnel ». Il s'agit aussi d'ouvrir l'école aux associations, mais... lesquelles ? Comment, par qui seront-elles désignées comme aptes à intervenir en milieu scolaire ? Quand N. Sarkozy souhaite une « laïcité positive », nul doute que les associations contribueront à cet objectif. À travers ces partenariats, un but avoué : « partager la responsabilité de la formation », c'est-à-dire livrer les élèves en pâture aux besoins du patronat.

Et du côté des enseignants

Les suppressions de postes dans l'Éducation nationale vont se poursuivre à raison de 12 000 à 15 000 par an d'ici

2012 ; par ailleurs on voit augmenter de manière impressionnante l'embouche de contractuels (+ 70 % sur l'académie de Créteil cette année). Cette logique est respectée avec la suppression des concours nationaux de recrutement des professeurs ; ces concours très exigeants assuraient de recevoir le même enseignement, que l'on vive à Bobigny ou à Biarritz. Ils disparaissent dès 2010 : c'est la fin de l'égalité sur tout le territoire. Le gouvernement instaure en lieu et place le recrutement sur master 2, ce qui permet de faire miroiter aux professeurs en devenir un pouvoir d'achat supérieur, et aux parents une meilleure formation des enseignants : pour tous, ces prétextes sont de la poudre aux yeux ! En effet, le recrutement sera désormais laissé aux chefs d'établissement, d'où une dérive vers l'arbitraire dans le recrutement des personnels, mais aussi et surtout vers l'école à deux vitesses – ainsi les professeurs issus des « pôles d'excellence » exerceraient dans les établissements qui en ont les moyens (et ceux-là seront ceux qui ont déjà les meilleurs résultats), ceux formés au sein d'autres universités iront se vendre ailleurs. Comme les élèves ne pourront guère aller que dans les universités les plus proches (à cause des réseaux secondaire-université), l'éducation pour les pauvres s'alimentera d'elle-même, reproduisant et aggravant le schéma social. C'est tout simplement la fin de l'enseignement public à proprement parler, puisque plus rien ne garantit dès lors l'unité républicaine de l'enseignement. Pour couronner le tout, la mort des IUFM est annoncée ; cette institution, critiquable parfois, critiquée souvent, est néanmoins essentielle pour la formation des enseignants. Là encore, le but est de dégrader les conditions

d'enseignement, avec des professeurs moins bien formés. Plus que jamais, la politique d'éducation vise à mettre l'école défavorisée en circuit fermé ; et à réduire l'enseignement public à la portion congrue, pour offrir le marché juteux de l'éducation au privé.

Dans tous les établissements, les équipes éducatives doivent avoir les moyens, à la fois humains et matériels, de conduire vers la réussite tous les élèves qui sont sous leur responsabilité. Il faut cesser les suppressions de postes, recruter des personnels qualifiés, d'enseignement et de vie scolaire, dans le cadre de concours nationaux de la fonction publique. L'école a besoin de moyens réels pour tous les jeunes, et non d'une valorisation qui n'est que d'apparence, comme celle que propose X. Darcos avec remise de médailles et autres effets spectaculaires relevant du divertissement. Il faut exiger la scolarité gratuite pour tous, de la maternelle à l'université, avec un budget et un recrutement à la hauteur des besoins de l'ensemble de la population.

Face aux attaques subies par l'école, face à la menace d'obscurantisme, l'unité est indispensable : elle est exigible non seulement des syndicats enseignants, mais des élèves, des parents d'élèves, de tous les travailleurs. Nous ne pouvons accepter la régression que veut imposer la bourgeoisie, notre société n'a pas d'avenir sans l'école.

Garlone

1) *Projet académique 2008-2011, une feuille de route pour notre académie*, février 2008.

2) M. Travert, « À l'école, la notion de choix renforce les inégalités », article paru dans *Libération* le 10 décembre 2004.

(Suite de la page 9)

sation générale de la cessation de croissance des forces productives devait s'entendre à l'échelle d'une époque historique tout entière, et non à un moment particulier de cette époque historique.

Dans le *Programme de transition de la 4^e internationale*, qui est une méthode en même temps qu'un programme pour « la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir », Trotski écrivit : « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » **Il dit aussi**

que ce programme pouvait se résumer en trois mots : dictature révolutionnaire du prolétariat.

C'est pourquoi nous affirmons que le véritable anticapitalisme est porté par le socialisme authentique. Pour nous, être anticapitaliste, c'est défendre la perspective concrète du socialisme au quotidien, sans la renvoyer à des lendemains qui chantent. Toute notre politique, tous nos mots d'ordres, toutes nos défenses des acquis démocratiques sont transitoires et se fixent comme perspectives le socialisme et la prise du pouvoir par le prolétariat. Pour se donner les moyens de cette politique, il faut

surmonter la crise de direction révolutionnaire. **Ce qui implique, pour nous, la construction d'un parti léniniste national et mondial.** Autrement dit, d'un parti révolutionnaire internationaliste pour le socialisme centralisé démocratiquement, autour d'une compréhension commune des événements et des tâches, dans le cadre d'une internationale.

Raoul

* NPA : Nouveau Parti Anticapitaliste

NPA*, décomposition et recomposition... sur la droite.

Le tournant droitier pris par la LCR se confirme. Dans un article intitulé *Aux origines de la IV^e* publié dans *Rouge* n° 2266, F. Sabado affirme en guise de conclusion : « À l'heure où la LCR souhaite écrire une nouvelle page de l'histoire du mouvement ouvrier, il faut savoir d'où l'on vient, afin de « féconder d'un contenu révolutionnaire » les processus de réorganisation en cours du mouvement ouvrier. **Car il s'agit bien d'un tournant historique.** La IV^e Internationale est le produit d'une période marquée par la force propulsive de la Révolution russe, mais son programme, sa réalité militante vont au-delà de cette histoire. Pourtant, rien n'est acquis. **« Nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti »**, cela signifie aussi nouvelle Internationale (...) » (ndlr : souligné par nous).

Un processus de décomposition-recomposition

Après la chute du mur de Berlin, en 1989, la vie politique dans son ensemble a été marquée par un processus de décomposition-recomposition. Décomposition des organisations se réclamant du mouvement ouvrier – y compris trotskistes – ; combiné en même temps à un processus de recomposition sur de nouveaux axes politiques. La tendance générale qui a dominé jusqu'à aujourd'hui est la décomposition, sociale et politique.

Bien des organisations se réclamant du trotskisme ont alors jeté le bébé avec l'eau du bain. En clair, nombreux sont ceux qui ont confondu volontairement léninisme et stalinisme, socialisme authentique (international par définition) et socialisme dans un seul pays, dictatures bureaucratiques et dictature révolutionnaire du prolétariat. Dans ladite extrême gauche, nombreux sont ceux qui ont abdiqué leur conviction révolutionnaire au nom d'un réalisme cynique drapé de prétendues préoccupations tactiques.

Ainsi, peu à peu, au cours de ces vingt dernières années, nombre d'organisations et de militants se réclamant autrefois du trotskisme se sont acharnés à enterrer méthodiquement les principaux acquis du léninisme et du trots-

kisme. Cédant aux modes, marqués par la période de la « réaction sur toute la ligne », ils ont opposé à la démocratie de classe, à la démocratie ouvrière, la démocratie bourgeoise ou pour... tous, sans aucune distinction de classe.

Encore une fois, la question déterminante des forces productives

« (...) Si les forces de production constituent la puissance motrice de l'évolution historique, cette évolution cependant ne se produit pas en dehors des hommes, mais par les hommes. Les forces de production, c'est-à-dire le pouvoir de l'homme social sur la nature, s'accroissent, et ne dépendent que peu de la volonté générale des hommes d'aujourd'hui, car la technique représente un capital déjà accumulé qui nous a été légué par le passé et qui soit nous pousse en avant soit, dans certaines conditions, nous retient. Cependant, lorsque ces forces de production, cette technique, commencent à se sentir à l'étroit dans les cadres d'un régime d'esclavage, de servage ou bien d'un régime bourgeois, et quand un changement des formes sociales devient nécessaire pour l'évolution ultérieure du pouvoir humain, alors, cette évolution se produit non pas d'elle-même, comme un lever ou un coucher de soleil, mais grâce à une action humaine, grâce à une lutte des hommes, réunis en classe. » Discours de Trotski devant l'organisation de Moscou pour le compte-rendu du 3^e congrès de l'Internationale communiste, 1921.

La période dans laquelle nous sommes se caractérise par une destruction des forces productives inégalées dans l'histoire de l'humanité. Toutes les avancées scientifiques et culturelles qui permettraient à l'homme de dominer son destin, de ne plus être victime de maladie ou de famine, sont bridées voire étouffées – quand elle ne se retourne pas contre lui, comme c'est le cas pour le nucléaire – par le système capitaliste monopolistique. Du point de vue capitaliste, il y a trop de tout et pas assez de marchés solvables, d'où une concurrence à mort, au sens propre, entre les différents impérialismes.

L'absurdité de ce système est telle qu'il a besoin des guerres et de ce qui les accompagne (armes, drogues...) pour relancer la machine économique.

Ainsi, la guerre au sens large est une véritable stratégie au service du maintien du taux de profit. La courbe de la croissance économique basée sur le capital financier, comme le démontre la crise des « subprimes », avec plus de 2,5 millions de familles jetées à la rue aux États-Unis, est inversement proportionnelle à la courbe vers le bas en termes de destruction des forces productives – pour reprendre l'expression de Trotski. Plus encore, la survie du système, le maintien de ses taux de profits dépend en grande partie de sa « capacité » à détruire les forces productives. Délocalisation, plan de licenciement, processus de désindustrialisation, sont des symptômes montrant que la société est malade de la propriété privée des moyens de production. Les forces productives n'en peuvent plus des rapports sociaux de production.

Socialisme ou barbarie

« Quoique les fondements de la domination de classe reposent sur l'économie, les classes se maintiennent grâce aux appareils et organes de l'État politique : armée, police, parti, tribunaux, presse, etc. À l'aide de ces organes, la classe dominante peut conserver le pouvoir des années et des dizaines d'années même quand elle est devenue un obstacle direct au développement social. Si cet état de choses se prolonge trop longtemps, la classe dominante peut entraîner dans sa chute le pays et la nation qu'elle domine. De là résulte la nécessité de la révolution. La classe nouvelle, qui est aussi la source nouvelle du développement économique, c'est le prolétariat. Le prolétariat doit renverser la bourgeoisie, arracher le pouvoir à ses mains et transformer l'appareil d'État en une arme qui serve à la réorganisation de la Société. » Les enseignements du 3^e congrès de l'Internationale communiste, 1921.

Trotski précisa, dans ses commentaires sur le Programme de transition de la 4^e internationale, que la caractéri-

(Suite page 7)